



Conseil économique et social

Distr. limitée
4 mai 2022
Français
Original : anglais

Instance permanente sur les questions autochtones

Vingt et unième session

New York, 25 avril-6 mai 2022

Projet de rapport

Rapporteuse : M^{me} Tove Søvndahl Gant

Chapitre I

Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

B. Questions portées à l'attention du Conseil

Recommandations de l'Instance permanente

Dialogue consacré aux droits humains avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones et le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones [point 5 d)]

1. L'Instance permanente se félicite des progrès réalisés au Canada et en Nouvelle-Zélande dans l'élaboration de plans visant à concrétiser la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Elle invite les deux pays à présenter leurs plans définitifs en matière de coopération constructive lors de sa vingt-deuxième session, qui se tiendra en 2023.
2. L'Instance permanente réaffirme l'importance de la reconnaissance juridique des peuples autochtones dans les constitutions nationales. Elle soutient fermement la position exprimée par le Gouvernement chilien sur la reconnaissance des peuples autochtones, et invite le pays à l'informer des progrès réalisés en ce sens lors de sa vingt-deuxième session, qui se tiendra en 2023.
3. L'Instance permanente se réjouit de la tenue de la première réunion de la Conférence des Parties à l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazú). L'Accord d'Escazú est le premier instrument qui intègre des dispositions relatives à la protection des défenseurs et défenseuses des droits humains dans des questions environnementales. L'Instance permanente exhorte les États parties à veiller à la mise en œuvre de l'Accord et les invite à mettre en place des mécanismes permettant la participation pleine et effective



des peuples autochtones à ces travaux. Elle invite à nouveau les pays qui n'ont pas encore signé ou ratifié l'Accord à le faire.

4. L'Instance permanente déplore les meurtres, les violences et les actes de harcèlement dont sont constamment victimes les défenseurs autochtones des droits humains, y compris les défenseuses de ces droits, lorsqu'ils ou elles s'opposent à des projets d'exploitation minière et d'infrastructure et à d'autres projets de ce type. L'Instance permanente invite donc les États Membres à honorer leurs obligations en matière de droits humains. À cet égard, elle se félicite de la résolution 76/148 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a exhorté les États à prendre les mesures nécessaires pour garantir les droits, la protection et la sécurité des peuples autochtones, y compris des dirigeants autochtones et des défenseurs autochtones des droits humains, et de traduire en justice les responsables de tels actes et de garantir un accès à la justice et à des voies de recours.

5. L'Instance permanente déplore les taux d'incarcération très élevés des autochtones dans le monde, qui contribuent à la mauvaise santé, à la pauvreté et aux décès prématurés, notamment dans les familles et les communautés autochtones. Elle rappelle aux États les obligations qui leur incombent en application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et qu'ils doivent donc s'attaquer d'urgence à cette question en réduisant l'incarcération et en éliminant les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants infligés aux peuples autochtones par les systèmes judiciaires.

6. L'Instance permanente recommande que les États-Unis d'Amérique gracient Leonard Peltier, qui est emprisonné depuis 1977 et est aujourd'hui une personne âgée.

7. L'Instance permanente réaffirme sa position, exprimée dans le rapport sur les travaux de sa vingtième session (E/2021/43, par. 10), dans lequel elle exhortait la Colombie à promouvoir et à garantir les droits des peuples autochtones, notamment en réalisant les objectifs et indicateurs définis dans le chapitre de l'Accord de paix portant sur les questions ethniques. À cet égard, et dans le cadre de son mandat, elle souhaite offrir son appui afin de faciliter des discussions entre le Gouvernement colombien et les peuples autochtones.

8. L'Instance permanente reste préoccupée par les violations incessantes des droits humains, notamment les meurtres, dans tout le nord-est de l'Inde. Elle se fait l'écho de l'appel des peuples autochtones de la région et exhorte l'Inde à enquêter sur les allégations de violations des droits humains dans la région et à amener les auteurs de ces actes à en répondre.

9. L'Instance permanente rappelle sa recommandation, figurant dans le rapport sur les travaux de sa dix-huitième session (E/2019/43, par. 52), et les recommandations formulées par le Rapporteur spécial chargé d'entreprendre une étude sur l'état de la mise en œuvre de l'Accord de paix de Chittagong Hill Tracts de 1997 (voir E/C.19/2011/6, sect. VIII), et notamment : a) fixer une échéance pour la mise en œuvre intégrale de l'Accord, y compris le transfert de pouvoirs au Conseil régional de Chittagong Hill Tracts et aux trois conseils des districts de la région ; b) démonter tous les camps militaires temporaires.

10. L'Instance permanente recommande que le Département des affaires économiques et sociales et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) facilitent une série de réunions régionales en ligne en 2023 afin de débattre de la mise en place de normes et de mécanismes de réparation pour les programmes de conservation qui concernent les terres, les territoires et les eaux des peuples autochtones. Ce dialogue devrait également inclure le Rapporteur spécial du

Conseil des droits de l'homme sur les droits des peuples autochtones, l'Instance permanente, les représentants des peuples autochtones, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et d'autres parties prenantes. L'Instance permanente apprécierait que les résultats de ces réunions lui soient présentés lors de sa vingt-troisième session, qui se tiendra en 2024.

11. L'Instance permanente continue d'être profondément troublée par les menaces qui pèsent sur les peuples autochtones qui vivent en situation d'isolement volontaire ou de premier contact du fait des industries extractives, des mégaprojets d'infrastructure tels que les routes et les barrages, de l'exploitation forestière, légale et illégale, et de l'expansion de l'agriculture à grande échelle. Bien qu'elle apprécie l'élaboration des directives pour la protection des peuples autochtones en situation d'isolement volontaire ou de premier contact dans les Amériques par la Commission interaméricaine des droits de l'homme, ainsi que des directives connexes par le HCDH, l'Instance permanente recommande que le HCDH, en coopération avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme et avec la participation des organisations de peuples autochtones, évalue les progrès accomplis, identifie les lacunes dans la mise en œuvre et formule des recommandations visant à renforcer la protection des peuples autochtones en situation d'isolement volontaire ou de premier contact et à garantir leurs droits.

12. L'Instance permanente se réjouit que l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement ait adopté une résolution intitulée « Mettre fin à la pollution plastique : vers un instrument international juridiquement contraignant » (UNEP/EA.5/Res.14). La négociation d'un accord juridiquement contraignant permettra de garantir qu'une approche fondée sur les droits humains soit appliquée à la gestion mondiale des matières plastiques, et qu'il soit tenu compte des écosystèmes les plus vulnérables et des peuples qui en dépendent, comme dans l'Arctique.

13. L'année 2022 est l'Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales. L'Instance permanente recommande donc à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture de préparer une étude sur les impacts de la pêche industrielle sur les droits des peuples autochtones en matière de pêche traditionnelle, et de partager les conclusions de cette étude lors de sa vingt-troisième session, qui se tiendra en 2024.

14. L'Instance permanente se félicite du projet de recommandation générale sur les droits des femmes et des filles autochtones élaboré par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Elle réitère sa recommandation, figurant dans le rapport sur les travaux de sa vingtième session (E/2021/43, par. 32), à savoir que cette recommandation générale soit adoptée dans les meilleurs délais. Elle invite par ailleurs le Comité à partager ses plans pour la mise en œuvre de la recommandation générale lors de la vingt-troisième session, qui se tiendra en 2024.

15. L'Instance permanente est profondément préoccupée par les vulnérabilités particulières des enfants autochtones. À cet égard, elle prend note de l'étude menée par le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones consacrée aux droits de l'enfant autochtone en vertu de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (A/HRC/48/74) et de la note du Secrétariat intitulée « Promotion et application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : violence contre les enfants » (E/C.19/2022/4), établie en collaboration avec la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants. L'Instance permanente demande aux États Membres, en coopération avec les peuples autochtones, d'accorder la priorité aux droits humains des enfants et jeunes autochtones. Elle appelle en outre les États qui

n'ont pas encore ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris ses protocoles facultatifs, à le faire dès que possible.

16. L'Instance permanente demande au Groupe de travail sur les populations/communautés autochtones et les minorités en Afrique de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de réaliser une étude sur les minorités en Afrique.

17. L'Instance permanente prie instamment le Gouvernement kenyan de mettre en œuvre les recommandations de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples concernant les droits des Endorois à la propriété de leurs terres ancestrales, à la restitution de ces territoires et à une indemnisation à cet égard.

18. L'Instance permanente demande au Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie de cesser immédiatement de chercher à expulser le peuple masaï de la zone de conservation de Ngorongoro.

19. Rappelant le rapport intitulé « Bâtir un avenir inclusif, durable et résilient avec les peuples autochtones : un appel à l'action », l'Instance permanente demande au Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination de réaliser une étude pour évaluer la cohérence des travaux menés par les entités des Nations Unies avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.
